



RÉSEAU
Maroc

newsletter

Année 2024

Cette newsletter est diffusée par le pS-Eau au « réseau Maroc », qui s'adresse aux acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale français intervenant au Maroc sur les secteurs de l'eau, l'assainissement et la gestion et protection des ressources en eau.

ACTUALITÉS DE LA COOPERATION FRANÇO-MAROCAINE SUR L'EAU

BILAN DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET NON GOUVERNEMENTALE – 2023 - MAROC

Chaque année le pS-Eau référence les projets portés par la coopération décentralisée et non gouvernementale française intervenant sur le secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, ainsi que de la gestion et protection des ressources en eau. Ce document, publié en juin 2023, présente et analyse les résultats du recensement des projets au Maroc, d'une part les projets ayant bénéficié d'un financement de la part de collectivités territoriales et Agences de l'Eau françaises durant l'année 2023, d'autre part les projets recensés comme actifs durant l'année 2023.

Le bilan 2024 sera publié dans le courant du 1^{er} semestre 2025.

Télécharger : [bilan CDNG Maroc 2023](#)

Contact : melodie.boissel@pseau.org

ACTUALITES DU FONDS CONJOINT FRANCO-MAROCAIN

Le Comité de Pilotage du Fonds conjoint d'Appui à la Coopération Décentralisée Maroco-Française a statué en septembre sur la sélection de 9 nouveaux projets de partenariat entre collectivités Territoriales marocaines et françaises, pour un montant d'environ 700 000 €, clôturant le dispositif triennal 2022-2024.

Aucun de ces projets ne porte spécifiquement sur les thématiques de l'eau et l'assainissement. Cependant, certains abordent les questions d'aménagement et développement du territoire de façon transversale et pourraient s'orienter sur ces thématiques ultérieurement.

Il a été convenu le lancement d'un 5^{ème} dispositif triennal 2026-2028, pour lequel un nouvel appel à projet sera lancé au second semestre de l'année 2025.

Pour en savoir plus : Delphine DUFOIX, Chargée de mission coopération décentralisée - Pôle Gouvernance : delphine.dufoix@diplomatie.gouv.fr

FONDS DE SOLIDARITE DE CUF POUR LE MAROC, SUITE AU SEISME



Face au séisme qui a frappé le sud du Maroc, de nombreuses collectivités françaises, dont beaucoup sont historiquement engagées dans des projets de coopération décentralisée avec les collectivités marocaines, ont exprimé leur souhait de venir en aide aux populations et aux collectivités territoriales affectées. Afin de concrétiser cet élan de solidarité, Cités Unies France a décidé d'ouvrir un fonds de solidarité fin 2023.

Fin 2024, 72 collectivités donatrices ont permis de récolter 520 000 euros. Les deux partenaires identifiés sont l'ONG marocaine Targa-Aide et l'Association Marocaine des Présidents des conseils communaux (AMPCC). Les actions porteront sur la restauration des réseaux d'irrigation, le renforcement du réseau d'adduction d'eau potable, la réhabilitation d'espaces collectifs et construction d'abris/étables, soutien psychologique. Des actions de renforcement des capacités des collectivités territoriales marocaines seront également proposées.

Pour en savoir plus:: Simone GIOVETTI- s.giovetti@cites-unies-france.org

APPEL A PROJETS DE L'AMBASSADE DE FRANCE DESTINE AUX OSC MAROCAINES – PRIORITE A L'EAU ET A LA BIODIVERSITE

Le 11 novembre, l'Ambassade de France a officiellement lancé son appel à projets 2024, dédié à la gestion durable de l'eau et à la préservation de la biodiversité. Cette initiative reflète l'engagement renouvelé de la coopération franco-marocaine pour relever les défis environnementaux et soutenir des actions innovantes.

Cette année, **le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) financera sept projets ambitieux portés par des associations marocaines en partenariat avec des institutions académiques et des acteurs locaux.**

Ces projets visent à renforcer la sensibilisation, la recherche et la formation autour de l'usage rationnel de l'eau et de la biodiversité. Ces projets témoignent de l'engagement commun pour protéger les ressources naturelles tout en impliquant activement les communautés locales. En soutenant ces initiatives, l'Ambassade de France renforce son partenariat avec le Maroc pour une transition écologique réussie.

1. Étude de la biodiversité dulcicole face aux changements climatiques dans la réserve des Cèdres de l'Atlas

- Porteur de projet : Association Forêt Modèle Ifrane (AFMI)
- Partenaire : AESVT - Ifrane

Ce projet évalue les impacts combinés du changement climatique et des activités humaines sur les écosystèmes aquatiques du Moyen Atlas, en mettant l'accent sur la truite de rivière. Des campagnes de sensibilisation sont prévues pour informer les agriculteurs et les élèves sur ces enjeux.

2. Gestion intégrée de la biodiversité marine dans l'aire protégée d'Al Hoceima

- Porteur de projet : Association AGIR
- Partenaires : Agence Nationale des Eaux et Forêts, Université Abdelmalek Essaadi

Ce projet introduit des systèmes avancés de surveillance des écosystèmes marins et forme les pêcheurs à des pratiques durables. Il cible aussi les élèves et leurs familles pour promouvoir une gestion raisonnée des ressources marines.

3. Approvisionnement en eau potable par unités mobiles dans les zones rurales

- Porteur de projet : AMISE
- Partenaires : Université Hassan II de Casablanca, Université Sidi Mohammed Ben Abdellah

Deux unités mobiles d'ultrafiltration alimentées à l'énergie solaire seront mises en place pour purifier les eaux dans la province de Taounate. En parallèle, une vaste campagne de sensibilisation à la gestion de l'eau est prévue.

4. Gestion durable de l'eau et biodiversité dans la province d'Al Haouz

- Porteur de projet : CDRT
- Partenaires : Université Cadi Ayyad, AESVT - Al Haouz

Dans une région durement touchée par le séisme de 2023, ce projet sensibilise les communautés locales à l'usage responsable de l'eau et embellit les écoles avec des supports pédagogiques sur l'environnement.

5. Préservation de l'écosystème de la Moulouya et de son littoral

- Porteur de projet : ESCO
- Partenaires : ECOLOMAN, Association des Amis de l'Environnement

Ce projet cherche à établir une démarche écologique pour la Moulouya tout en sensibilisant les jeunes et les femmes à l'importance d'une gestion rationnelle de l'eau.

6. Création de la « Classe Bleue » à Dayet Aoua

- Porteur de projet : Living Planet Morocco
- Partenaires : Al Akhawayn, Agence du Bassin Hydraulique de Sebou

Une « Classe Bleue » sera créée pour former élèves, enseignants et familles à la préservation de l'eau, avec l'installation de systèmes économes en eau dans la province d'Ifrane.

7. Techniques d'irrigation durable pour les agriculteurs d'Al Haouz

- Porteur de projet : MOCESS
- Partenaires : CNEREE, 2A2D

Ce projet met l'accent sur l'optimisation des pratiques d'irrigation à travers des ateliers et des visites de terrain, incluant une ferme intelligente et une plateforme de traitement des eaux usées.

■ Pour en savoir plus : Térance Serbin, Attaché de coopération et chef du pôle Gouvernance : terance.serbin@diplomatie.gouv.fr

ACTUALITÉS DU SECTEUR EAU/ASSAINISSEMENT AU MAROC

EAU ET ELECTRICITE : LES SOCIETES REGIONALES MULTISERVICES (SRM) PRENNENT LA RELEVÉ

Le Maroc déploie un nouveau mode de gestion des services de distribution d'électricité et d'eau potable et d'assainissement liquide, suite à l'entrée en vigueur des trois décrets, relatifs à l'application de la loi 83.21 portant création des Sociétés Régionales Multiservices (SRM).

Ces SRM, sous la forme de SA à actionnariats publics, sont vouées à se substituer aux autorités organisatrices qui sont actuellement en charge de ces services de base. Ce transfert de compétence sera également accompagné d'une reprise en régie par les SRM, de l'exploitation des services, lorsqu'elle était gérée par un délégataire. Le système d'actionnariat des SRM implique l'Etat, l'ONEE, ainsi que la Région concernée. Les communes concernées siègeront à son Conseil d'Administration. Les éventuelles modalités de délégation de maîtrise d'ouvrage, restent à préciser.

Les SRM sont en cours de création en trois étapes (Bulletin Officiel n°7276) :

- première phase: l'Oriental, Casablanca-Settat, Marrakech-Safi et Souss-Massa.
- seconde phase :Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès, Rabat-Salé-Kénitra et Béni Mellal-Khénifra.
- troisième phase : Draâ-Tafilalet, Guelmim-Oued Noun, Laâyoune-Sakia El Hamra, Dakhla-Oued Eddahab.

CRISE HYDRIQUE ET COUPURES D'EAU

En 2024, le Maroc a été confronté à une crise hydrique majeure en raison de plusieurs années consécutives de sécheresse et de faibles précipitations :

- **Précipitations insuffisantes** : Entre septembre 2023 et janvier 2024, les précipitations ont atteint entre 2 et 148 mm, soit un déficit de 70% par rapport à la moyenne pluviométrique.
- **Réserves d'eau réduites** : Les réserves d'eau dans les barrages ont atteint un taux de remplissage de seulement 23,14% au 19 janvier 2024, contre 31,56% pour la même période l'année précédente.

Cela a eu pour conséquence des coupures d'eau dans de nombreuses régions du Maroc, en particulier dans les zones urbaines de Casablanca et Rabat. **A Casablanca**, la réduction du débit d'eau et les coupures ont affecté particulièrement les quartiers sud et nécessité des mesures d'urgence, telles que la connexion du bassin de Bouregreg à la partie sud de la ville et l'ajout de nouvelles canalisations. De plus, la connexion à la station de dessalement de Jorf Lasfar est cruciale pour sécuriser l'approvisionnement en eau.

Cette crise hydrique entraîne des conséquences économiques pour l'Etat, amené à planifier des investissements de façon accélérée, mais aussi au niveau des populations. En effet, les ménages ont dû supporter des coûts supplémentaires pour acheter de l'eau en bouteille ou payer pour des services de distribution d'eau privés. Les secteurs agricoles et industriels sont également touchés.

LES INONDATIONS DANS LE SUD SUITE A UNE SECHERESSE DE PLUSIEURS ANNEES

Le Maroc fait face à sa pire sécheresse depuis près de 40 ans, qui dure depuis six ans et menace le secteur clé de l'agriculture (11 à 14 % du PIB et plus d'un tiers de la population active). La situation de stress hydrique rend également de plus en plus difficile l'accès à l'eau pour les usages domestiques dans certaines zones rurales.

En septembre de fortes pluies se sont abattues sur le sud du Maroc créant des inondations dévastatrices avec des conséquences humaines et économiques conséquentes Ces inondations sont de plus en plus violentes du fait des périodes de sécheresse allongées. Les crues traditionnellement attendues dans ces régions pour accroître les rendements agricoles sont aujourd'hui redoutées car sources de nombreux désastres.

Néanmoins ces fortes pluies ont un effet non négligeable pour recharger partiellement les nappes. Par exemple, les quatre réservoirs du bassin Drâa-Oued Noun, couvrant plusieurs localités touchées par les intempéries, ont vu leur niveau passer, du 23 août au 9 septembre, de 101 millions de m³ à 191 millions de cubes, soit un taux de remplissage de 19 % » (source : Agence du bassin hydraulique).

DISCOURS DU ROI MOHAMMED VI, IMPULSANT L'ACCELERATION DES PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

Dans son discours du Trône prononcé le 29 juillet 2024, marquant le 25^{ème} anniversaire de son accession au trône, le roi Mohammed VI a souligné l'importance cruciale de la gestion de l'eau au Maroc et a appelé à accélérer la réalisation des grands projets de transfert d'eau entre les bassins hydrauliques pour garantir l'eau potable à tous les citoyens et couvrir au moins 80% des besoins d'irrigation sur tout le territoire national.

En 2024, les projets de transfert d'eau au Maroc ont connus des résultats significatifs. **L'autoroute de l'eau, qui transporte l'eau de l'Oued Sebou vers le barrage Sidi Mohammed Ben Abdellah près de Rabat**, a permis le transfert de 484 millions de mètres cubes d'eau. Ce projet a été crucial pour alimenter les régions de Rabat et Casablanca, garantissant un approvisionnement plus stable et durable en eau potable.

Le roi Mohammed VI a insisté sur l'importance de la mise en œuvre optimale du Programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et l'Irrigation (PNAEPI) 2020-2027 :

LE PROGRAMME NATIONAL POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET L'IRRIGATION (PNAEPI)

Ce programme vise à renforcer l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation, tout en assurant la résilience face aux aléas climatiques. En 2024, le PNAEPI continue de progresser avec un financement supplémentaire de plus de 18 milliards de DH. Voici un aperçu des principales actions entreprises cette année :

- **Construction de nouveaux barrages** : La construction de nouveaux grands barrages a été lancée en 2024: Boukhmiss à Jemisset, Ain Ksob à Benslimane, M'salit à Tata, Lemdad à Tarudant, Sidi Yaacoub à Tiznit. Quant aux petits barrages, le ministère de l'Équipement et de l'eau en a réalisé sept (Tizert, Mjouj, Id Boufous, Ain Smen Tazga, El Hank, Dhar et Laasma), tandis que cinq sont en cours d'achèvement (Hrihira, Afsou, Méditerranée orientale, Taghoucht et Tikitana), en plus du lancement du barrage de Fom Zguid à Tata.
- **Mise en place de nouvelles stations de dessalement** : Trois nouvelles stations de dessalement de mer sont en cours de construction.
- **Amélioration des réseaux d'irrigation** : Modernisation des systèmes d'irrigation et reconversion à l'irrigation localisée pour améliorer l'efficacité de l'eau utilisée en agriculture.
- **Renforcement de l'approvisionnement en milieu rural** : Mise en œuvre de programmes pour 659 centres et 7876 douars supplémentaires.
- **Réutilisation des eaux usées épurées** : 21 projets d'arrosage de golfs sont en cours, utilisant des eaux usées épurées pour l'irrigation.
- **Communication et sensibilisation** : Adoption d'un plan de communication institutionnelle et d'une campagne de sensibilisation pour changer les comportements vis-à-vis de l'eau.

CREATION DE L'INSTITUT NATIONAL THEMATIQUE DE LA RECHERCHE SUR L'EAU (INTR EAU)

L'Institut National Thématique de Recherche sur l'Eau (INTR-Eau) a été officiellement inauguré le 15 octobre 2024 à Agadir. Il vise à fédérer les talents et les ressources pour aligner la recherche scientifique sur les grandes priorités nationales, notamment la gestion durable des ressources en eau. L'INTR-Eau est adossé à l'Université Ibn Zohr et compte 23 membres fondateurs, incluant des universités publiques et des institutions partenaires. Il est composé de plusieurs structures de recherche universitaires et non universitaires, avec près de 150 enseignants-chercheurs et plus de 250 doctorants.

La création de cet institut s'inscrit dans le cadre du Plan national d'accélération de la transformation de l'écosystème de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (PACTE ESRI 2030).

ACTUALITÉS DES PARTENARIATS BILATERAUX CIBLANT LE SECTEUR EAU/ASSAINISSEMENT

FONDS D'ÉQUIPEMENT COMMUNAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE PROJET TERRITORIAL- AFD

Le Fonds d'équipement communal (FEC) et l'Agence française de développement (AFD) ont signé un nouvel accord de financement de 100 millions d'euros en avril 2024

Ce projet bénéficie également du soutien financier de l'Union européenne, avec une contribution de 13 millions d'euros, ainsi que d'une subvention d'assistance technique de l'AFD à hauteur de 0,2 million d'euros. Ces fonds serviront à financer des actions d'accompagnement technique et des subventions d'investissement destinées à encourager les projets à fort impact environnemental, social et climatique des collectivités territoriales.

■ Pour en savoir plus : <https://www.fec.ma>

PROJET « UN AVENIR RESILIENT A L'EAU » - FAO

Dans le cadre de l'Initiative sur la Rareté de l'Eau (Water Scarcity Initiative) lancée en 2013, le projet « Un avenir résilient à l'eau », entre le Maroc et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (**Food and Agriculture Organisation- FAO**), d'un montant de 31,5 millions de dollars, s'étalera sur la période de juin 2024 à septembre 2028.

Les résultats attendus sont le renforcement de la gouvernance, l'amélioration de la résilience des systèmes alimentaires et des services de l'eau face au changement climatique et le partage et la diffusion des connaissances et des expériences pour une meilleure sécurité alimentaire et hydrique.

CREATION D'OPPORTUNITES D'EMPLOI DANS LES SECTEURS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (CESAR II) - GIZ

La situation professionnelle difficile dans les zones rurales est aggravée par le manque d'infrastructures modernes d'assainissement et d'approvisionnement en eau. Moins de 5 % des eaux usées sont traitées de façon adéquate en milieu rural. De plus en plus de personnes quittent les zones rurales pour les villes.

Pour répondre à cette double problématique, la Société allemande pour la coopération internationale (Deutsche **Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit- GIZ**) soutient la mise en place du projet CESAR II, qui vise à créer des opportunités d'emploi et à développer le secteur de l'eau et de l'assainissement au Maroc. Les objectifs de ce projet sont :

- Favoriser la création de nouveaux emplois dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.
- Encourager l'innovation et le développement de nouvelles technologies adaptées aux défis locaux.
- Améliorer les qualifications professionnelles des personnes à la recherche d'emploi, notamment les jeunes, les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs.

PROGRAMME EXECUTIF 2025 – 2027 POUR LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU- CHINE

Le Maroc et la **Chine** ont signé en septembre 2024 à Rabat, un mémorandum d'entente instituant un programme exécutif pour la gestion des ressources en eau couvrant la période 2025-2027.

Ce programme a pour objectif de favoriser l'échange d'expériences entre les deux pays, de renforcer les compétences humaines et institutionnelles, et de préparer des projets de coopération conjoints et de mettre en place des formations. Ce programme abordera les infrastructures hydrauliques, la gestion des phénomènes extrêmes tels que les inondations et les sécheresses, l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales, ainsi que la préservation des ressources en eau, notamment via des initiatives d'économie d'eau destinée à l'irrigation. Un séminaire technique sera organisé pour présenter les infrastructures de transport d'eau au Maroc et échanger des retours d'expérience.

PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE RESILIENT AU CLIMAT- KFW

Le 18 décembre 2024, l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE) la **Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)** ont signé un contrat de prêt d'un montant global de 50 Millions d'euros.

Ce prêt concerne le financement d'un programme d'Approvisionnement en Eau Potable résilient au climat qui vise la sécurisation et le renforcement de l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs agglomérations (Ghafsai, El Hajeb, Ain Legdah, Bouderbala, Souk Lgour et M'Haya) ainsi que l'amélioration des performances des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans plusieurs Régions du Royaume.

RESSOURCES - PUBLICATIONS

L'ASSAINISSEMENT ET LA REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITES DANS LE MILIEU OASIEN : UN IMPERATIF ET DES SOLUTIONS INNOVANTES, PROJET MASSIRE



Le projet MASSIRE (2019-juin 2024) vise à renforcer les capacités des acteurs des zones oasiennes et arides du Maghreb pour développer et mettre en œuvre des innovations permettant un développement durable de ces territoires.

Dans ce cadre, un Policy Brief a été publié, présentant des solutions innovantes pour relever les défis environnementaux liés à l'assainissement et à la gestion des eaux usées dans les régions oasiennes du Maghreb. Ce document met en lumière les avantages des systèmes décentralisés de traitement des eaux usées, en abordant les expériences menées à Tinghir (Maroc) et Ghardaïa (Algérie).

Télécharger le document : [Lien](#)

Site internet du projet Massire : <https://massire.net/>

LA GESTION DE L'EAU DOUCE EN MEDITERRANEE : QUE PEUT ON APPRENDRE DES VILLES MEDITERRANEENNES EN TERME DE GOUVERNANCE URBAINE DE L'EAU DOUCE ?



Face aux défis croissants que le changement climatique impose aux villes françaises, notamment en matière de sécheresses et d'inondations récurrentes, une étude a été réalisée pour analyser comment les villes méditerranéennes, confrontées à ces enjeux depuis longtemps, ont su s'adapter.

Ce document, issu d'un travail de recherche du [Master Governing Ecological Transitions in Cities](#), réunit un ensemble de bonnes pratiques et les inscrit dans une réflexion théorique soulignant l'importance de la sobriété d'usage et de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

Télécharger le document ici : [Lien](#)

SPECIAL REPORT INTERLINKING CLIMATE CHANGE WITH THE WATER – ENERGY – FOOD – ECOSYSTEMS (WEFE) NEXUS IN THE MEDITERRANEAN BASIN



Ce rapport propose une évaluation complète des connaissances scientifiques disponibles sur les relations entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes en Méditerranée.

Il souligne la nécessité d'une coordination intersectorielle, d'une innovation technologique et sociale, de solutions fondées sur les écosystèmes, et d'une gouvernance transformatrice pour atténuer les risques et maximiser les synergies.

Télécharger le document : [Lien](#)

LA REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES : UNE REPONSE STRATEGIQUE AU STRESS HYDRIQUE ?

Cette note publiée par l'AFD dans le cadre de ses "synthèse des études et recherches" aborde de façon synthétique en quoi la réutilisation des eaux usées traitées constitue une réponse stratégique au stress hydrique et quels sont les freins à son développement. Cette note s'intéresse au contexte méditerranéen et au Maroc en particulier.

Face à la vulnérabilité aux effets du changement climatique, la REUT présente de nombreux avantages. Pourtant, son adoption reste contrastée et étroitement liée à la mise en place de politiques publiques volontaristes et est toujours freinée par des difficultés qu'il convient de lever: Enjeux techniques et investissement financier associé, freins socio-culturels prégnants.

■ Télécharger le document : [Lien](#)



EVENEMENTS

PASSE : SEMINAIRE REUSE EUROMED 2024

Co-organisée par Eau, Agriculture et Territoires (ex AFEID), le Réseau REUSE d'INRAE et la Chaire Partenariale Eau, Agriculture et Changement Climatique, cette conférence s'est tenue les 29 et 30 octobre 2024 à Montpellier et a rassemblé 300 participants, issus des pays du pourtour méditerranéen.

Les séances d'ouverture et de clôture en plénière ont été l'occasion d'entendre des personnalités et experts du bassin méditerranéen s'exprimer sur la réutilisation des eaux usées traitées.

5 ateliers ont donné l'occasion à des scientifiques, collectivités, experts et entreprises, de partager leurs travaux et retours d'expériences. Ces interventions se sont structurées autour des thématiques suivantes :

- Gouvernance de la REUSE
- Risques sanitaires et environnementaux
- REUSE pour l'agriculture
- Procédés de traitement de l'eau pour la REUSE
- Retours d'expériences des acteurs des territoires

Parmi les 61 présentations, le projet de réutilisation des eaux usées traitées de la commune de Tata au Marco, mené dans le cadre de la coopération décentralisée avec la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM), a été présenté par le pS-Eau [lien](#)

■ Bilan du séminaire : [lien](#)

■ Résumés des 61 interventions : [Lien](#)

PASSE : WATER FUTURE FORUM

La deuxième édition du Water Future Forum s'est tenue le 11 décembre 2024 à Rabat, autour de la thématique : « Modèle économique vs Stress hydrique ». Les échanges ont été organisés autour de plusieurs panels et interventions clés :

- Panel 1 : Le dessalement, une solution transitoire ou durable ? Les discussions ont porté sur les avancées technologiques, les impacts environnementaux et les alternatives circulaires.
- Keynote 1 : L'eau comme bien commun, abordant les dimensions éthiques et sociales de la gestion de cette ressource vitale.
- Panel 2 : La gouvernance de l'eau à l'ère des crises climatiques mondiales, avec un focus sur les cadres institutionnels et les partenariats.
- Keynote 2 : Les technologies émergentes pour une gestion durable de l'eau, explorant des innovations comme l'intelligence artificielle et les capteurs IoT.
- Panel 3 : Financement des infrastructures hydriques, examinant les mécanismes public-privé et les financements verts.

A VENIR :19EME CONGRES MONDIAL DE L'EAU DU 1^{ER} AU 5 DECEMBRE 2025 A MARAKECH

Le Ministère de l'Équipement et de l'Eau et l'Association Internationale des Ressources en Eau (IWRA), organisent la 19ème Edition du Congrès Mondial de l'Eau à Marrakech du 1er au 5 décembre 2025.

Ce Congrès constitue une plate-forme pour les experts, praticiens, chercheurs, décideurs politiques, société civile et acteurs du secteur privé pour échanger des connaissances, présenter des travaux de recherches, nouer des partenariats et développer ensemble des solutions concrètes visant à relever les défis complexes de la gouvernance mondiale de l'eau, sa sécurité et sa durabilité.

La thématique ciblée « **L'eau dans un monde qui change : innovation et adaptation** », est l'occasion d'explorer les interconnexions entre l'eau, les écosystèmes naturels, l'énergie, l'agriculture et les autres activités humaines dans un contexte de changement climatique.

Plus d'info : www.worldwatercongress.com

Contact : congress@iwra.org

Faites vivre le réseau Maroc !

Cette newsletter a été conçue pour vous tenir régulièrement informés de l'actualité du secteur. Elle ne demande qu'à être enrichie par vos contributions...

N'hésitez pas à nous faire part de toutes informations susceptibles d'intéresser les membres du réseau !

Consultez la page [Réseau Maroc | Programme Solidarité Eau \(pseau.org\)](#)

Contacts :

Mélodie Boissel : melodie.boissel@pseau.org